

Faire battre en retraite Borne, Macron et le MEDEF !



Borne a mis ce mardi les dernières paroles sur la chanson gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. L'âge légal de la retraite serait repoussé à 64 ans et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans arriverait dès 2027. Bref, une alternative : crever au boulot ou dans la misère. Il ne reste plus qu'un seul faux suspense : le gouvernement aura-t-il besoin du recours au 49.3 ?

49.3 ou pas : c'est NON !

Non, les caisses de retraites ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'Etat qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses de retraites. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5% d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraites. En augmentant de 5% les salaires, ce serait automatiquement comblé !

POURQUOI TANT DE MENSONGES ET D'ACHARNEMENT DEPUIS DES DÉCENNIES ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti le chef de LR qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'INQUIÉTUDE PEUT CHANGER DE CAMP !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fièvre du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage IFOP daté du 4 janvier, 52% des personnes interrogées souhaite que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la grève interprofessionnelle du 19 janvier à l'appel de tous les syndicats et la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

Le 10 janvier 2023

nouveauantipartialiste.fr / continuer.npa.2022@gmail.com



Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA



[npanouveauantipartialiste](https://www.instagram.com/npanouveauantipartialiste)



[NPA_NouvParAnti](https://twitter.com/NPA_NouvParAnti)